

JEAN-PIERRE DUPUY



**L'AVENIR
DE L'ÉCONOMIE**

Flammarion

Extrait de la publication

JEAN-PIERRE DUPUY

L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE

Ce livre prend acte de l'échec de la pensée économique, incapable de tenir le rôle du politique qu'elle a détrôné : les gouvernements se font les laquais des marchés financiers, et nos sociétés découvrent qu'elles n'ont plus d'avenir. C'est au sein de cette « économystification » qu'il faut être capable d'opérer un sursaut moral et politique.

Parti d'Adam Smith, et de l'économie comme « mensonge collectif à soi-même », cet essai renoue avec la thèse de Max Weber sur le rôle de l'éthique protestante dans l'advenue du monde moderne. Il fait entendre ce qu'implique le « choix calviniste », irrationnel aux yeux des experts. Mais la rationalité de ces derniers ne mène qu'à la défiance généralisée et au repli sur soi, propices à tous les mouvements paniques.

Dénonçant les conseils des techniciens de l'économie qui cherchent à remplacer le gouvernement des hommes par la gouvernance des choses, Jean-Pierre Dupuy réhabilite la dimension prophétique du politique. Elle seule peut nous sortir de l'« économystification » dont nous sommes les victimes. Car ce n'est pas en déclarant la guerre aux marchés qu'on inventera l'avenir.

Jean-Pierre Dupuy est professeur émérite à l'Ecole Polytechnique et professeur à l'université Stanford. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : Pour un catastrophisme éclairé (2002) ; La Panique (2003) ; Petite métaphysique des tsunamis (2005) ; La Marque du sacré (2008), dont l'édition « Champs » vient d'être couronnée par le Prix Roger Caillois de l'essai.

Flammarion

Extrait de la publication

L'Avenir de l'économie

DU MÊME AUTEUR

- Les Choix économiques dans l'entreprise et dans l'administration*, Dunod, 1973, 1975 (avec H. Lévy-Lambert).
- L'Invasion pharmaceutique*, Seuil, 1974 ; 2^e éd. « Points », 1977 (avec S. Karsenty).
- Valeur sociale et encombrement du temps*, Éditions du CNRS, 1975.
- La Trahison de l'opulence*, PUF, 1976 (avec J. Robert).
- L'Enfer des choses. René Girard et la logique de l'économie*, Seuil, 1979 (avec P. Dumouchel).
- Introduction à la critique de l'écologie politique*, Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1980.
- Ordres et désordres. Enquête sur un nouveau paradigme*, Seuil, 1982, 1990.
- La Panique*, Les Empêcheurs de penser en rond, 1991, 2003.
- Le Sacrifice et l'Envie. Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Calmann-Lévy, 1992.
- Introduction aux sciences sociales. Logique des phénomènes collectifs*, Ellipses, 1992.
- Aux origines des sciences cognitives*, La Découverte, 1994, 1999.
- Libéralisme et justice sociale*, Hachette, « Pluriel », 1997.
- Éthique et philosophie de l'action*, Ellipses, 1999.
- Les savants croient-ils en leurs théories ? Une lecture philosophique de l'histoire des sciences cognitives*, INRA Éditions, 2000.
- The Mechanisation of the Mind*, Princeton University Press, 2000.
- Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Seuil, 2002.

(Suite en fin de volume)

Jean-Pierre Dupuy

L'Avenir de l'économie
Sortir de l'économystification

Flammarion

Ouvrage publié
sous la direction de Benoît Chantre

© Flammarion, 2012
ISBN : 978-2-0812-5345-2

Le temps est la substance dont je suis fait.
Le temps est un fleuve qui m'entraîne, mais je suis le temps.
C'est un tigre qui me déchire, mais je suis le tigre.
C'est un feu qui me consume, mais je suis le feu.

Jorge Luis Borges

Introduction

L'ÉCONOMYSTIFICATION DU POLITIQUE

C'est un sentiment de honte qui m'a poussé à écrire ce livre. La honte de voir le politique se laisser humilier par l'économie, la puissance par l'intendance.

La puissance et l'intendance, ce sont des abstractions. On les imagine représentées sur un tableau allégorique un peu ridicule. Le peuple souverain apparaîtrait comme la multitude qui emplit le corps du Léviathan dans le frontispice de l'ouvrage de Hobbes. On verrait la tête du monstre froid s'incliner avec terreur devant son majordome. Mais une composante au moins de l'un des deux termes n'est pas allégorique. C'est le personnel politique, composé d'hommes qui ont en principe choisi de servir l'État. À les voir ainsi saisis de panique, prêts à toutes les compromissions et toutes les veuleries pour ne pas effrayer leur vis-à-vis, il se dégage du tableau quelque chose de pathétique. Mais qui est ce vis-à-vis ? Une pure abstraction. Il s'appelle Légion, puisque, étrangement, on use du pluriel pour le désigner. On dit « les marchés », comme on dit ailleurs Élohim pour signifier le Dieu *unique* : « Au commencement,

Élohim *crèrent*¹ le ciel et la terre². » À quoi peut bien se référer ce pluriel, « les marchés », sinon aux multiples tentacules enchevêtrés de cette grosse bête stupide et sans nerfs, qui s'affole au moindre bruit et réalise cela même qu'elle anticipe avec terreur, qu'on appelle aussi le marché mondialisé ?

Oublions ces images. Que reste-t-il ? Des hommes en position de pouvoir qui se couchent devant un fantasme, le transformant ainsi en chose réelle dotée d'une force extraordinaire. Car le ou les marchés, ce sont comme les monstres de ce chef-d'œuvre de la science-fiction, *Planète interdite*³, qui sont les projections, dans le monde réel, du subconscient des protagonistes. Se battre contre des ombres cauchemardesques, non dans un rêve mais dans le monde tel qu'il est, c'est aujourd'hui le lot du politique.

Le futur chef du gouvernement italien, Mario Monti, a réclamé hier un peu de temps aux marchés pour former son équipe et mettre en œuvre un programme d'austérité. Il a annoncé que les Italiens

1. Pour compliquer la chose un peu plus, le texte biblique met le verbe au singulier alors que le sujet est au pluriel : « Élohim *créa...* », de la même manière qu'en anglais on dit : « *The United States is a great country.* » Voir Voltaire, dans son *Dictionnaire philosophique* (article « Genèse ») : « Au commencement, Dieu créa le ciel et la terre. » C'est ainsi qu'on a traduit ; mais la traduction n'est pas exacte. Il n'y a pas d'homme un peu instruit qui ne sache que le texte porte : « Au commencement, *les dieux firent ou les dieux fit* le ciel et la terre. » (Je souligne.)

2. Genèse, I, 1.

3. *Planète interdite* [*Forbidden Planet*], film américain de science-fiction réalisé par Fred McLeod Wilcox et sorti sur les écrans en 1956.

INTRODUCTION

devraient faire « peut-être des sacrifices », une fois qu'il aura prêté serment et lancera son programme de gouvernement. Sa désignation avait été saluée par les marchés, mais l'inquiétude a repris le dessus¹.

Peu importe le cas d'espèce, voilà ce que les médias nous donnent à lire ou à entendre quasi quotidiennement en ces temps d'inversion de toutes les valeurs². Hormis une minorité d'irréductibles dont le nombre de divisions va peut-être croissant, le monde s'accoutume à ce type de discours. « Monsieur le Bourreau, encore un instant », supplie le nouvel impétrant avant que ne tombe le couperet de la guillotine financière, condamnant des populations entières au chômage, au manque d'éducation et à la déréliction. Le nouveau maître du pays à son tour ciblé – ils y passent les uns après les autres dans un ordre que « les marchés » ont rendu public par l'intermédiaire de quelque agence autorisée – officie comme un grand prêtre. En général, il connaît bien l'Olympe et ses dieux pour avoir servi dans une de leurs officines. Grand sacrificateur, il se prépare à leur offrir en holocauste le nombre de victimes qu'ils lui demandent.

1. *LeMonde.com*, 16 novembre 2011.

2. Autre exemple, daté du 21 novembre 2011, au lendemain des élections législatives en Espagne : « La Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne : des pays tous bousculés par les marchés, et ces derniers *n'ont pas hésité*, dans le cas espagnol, à exercer une pression plus forte à la veille des élections » (*LeMonde.com* ; je souligne). « Les marchés » *sait* ce qu'il veut et ce qu'il fait, il a son plan, il délibère et met parfois la gomme au moment qu'il juge opportun. Comment ne pas s'indigner devant le manque d'indignation de tous ceux qui sont témoins de cette déliquescence de la langue sans réagir !

Qui ne voit que cette rhétorique infâme reprend les termes du sacré le plus primitif et constitue une incroyable régression par rapport aux valeurs les plus fondamentales de la modernité démocratique ?

Il y a pire dans la capitulation abjecte du politique devant l'économique. Quand un parti majoritaire prévoit que l'Entité nommée « les marchés » sanctionnerait la volonté du peuple si l'opposition arrivait au pouvoir, et châtierait le pays en le menant à la ruine ; quand un pays fort de sa supériorité économique se sert de la pression exercée par « les marchés » pour mettre au pas les mauvais élèves de la classe ; quand la menace d'un référendum dans le pays qui a inventé la démocratie fait planer la menace d'une révolte populaire et plonge les gouvernants du reste de l'Europe dans la panique ; chaque fois, c'est le politique qui s'agenouille devant la sphère financière pour s'en faire le laquais. Chaque fois que le politique dit se battre contre « les marchés » et se félicite d'avoir évité le pire, la puissance se place au même niveau que l'intendance : qu'elle gagne ou qu'elle perde, peu importe, elle a déjà perdu par le fait même de se battre, tel un instituteur qui s'abaisserait à rendre les coups que lui portent des élèves déchaînés.

Et les économistes dans tout cela ? Ce serait leur faire beaucoup d'honneur que de mettre à leur crédit la victoire de l'économie débridée. Mais puisqu'ils sont préposés à sa veille, on souhaiterait qu'ils nous aident à donner sens à ce qui se présente comme insensé. Or ils sont les premiers à démontrer qu'ils n'y comprennent rien, ce qui ne les empêche pas de redoubler d'arrogance. C'est comme si eux seuls

INTRODUCTION

avaient le monopole de la réflexion sur ce qu'on appelle la « crise » ; c'est comme si eux seuls, flanqués de politiques qui ne sont plus que des sortes d'économistes appliqués n'ayant qu'une maîtrise très approximative des concepts de base de la théorie économique, avaient le droit de formuler des prescriptions pour « sortir de la crise » ; et cela, alors même que leur myopie constitutive sur les affaires humaines est activement solidaire des désordres du monde.

J'ai éprouvé une honte redoublée en entendant deux économistes américains récemment intronisés prix Nobel donner une leçon à l'Europe. « Je pourrais dire qu'il n'y a pas de questions nouvelles *pour la théorie économique* avec l'Europe et l'euro », a osé proférer l'un d'entre eux. Le système économique mondial a beau être au bord du gouffre, la théorie économique n'est pas en cause, de la même manière que l'État français, toujours droit dans ses bottes comme la volonté générale selon Rousseau, restait sans tache en s'incarnant dans le régime de Vichy. Mais alors, si l'on connaît la solution, pourquoi n'est-elle pas mise en œuvre ? « Résoudre la crise de la dette publique de la zone euro est un jeu d'enfants, répond l'autre nobélisé. D'un point de vue économique tout du moins. Mais la pierre d'achoppement, c'est la politique ¹. »

Eh bien non, la pierre d'achoppement, le *skandalon*, c'est l'économie. Je ne pense pas spécialement au capitalisme financier ; ni au capitalisme tout court ;

1. Propos des économistes Christopher Sims et Thomas Sargent rapportés par *LeMonde.fr*, 10 octobre 2011.

ni au marché, régulé ou non, spéculatif à la hausse ou bien à la baisse. Non, ce que je vise, c'est la place que joue l'économie dans nos vies individuelles comme dans le fonctionnement de nos sociétés. Cette place est exorbitante et nous trouvons cela banal. L'économie tend à envahir le monde et nos pensées. Ce n'est donc pas elle qui nous donnera le sens de ce phénomène massif et extraordinaire, puisqu'elle est à la fois juge et partie. Seul un regard éloigné, qui aurait réussi à se déprendre de l'économie, peut s'étonner de ce qui semble aller de soi au citoyen moderne, devenu intégralement, à son insu, *homo œconomicus*.

L'économie a fait du politique son instrument servile. Pourquoi, après tout, s'en offusquer ? Un domaine prendrait le pas sur un autre, de la même façon que le politique dut lui-même conquérir son autonomie par rapport au religieux et lui assigner une place subordonnée, au nom de l'unité politique et de la sauvegarde de l'État. Pourquoi l'économie ne prendrait-elle pas à son tour le pouvoir, au nom de la compétence, de l'efficacité et du bien-être, reléguant le politique à n'être que le lieu où s'affrontent les passions irrationnelles, une sorte d'exutoire qui ne ferait pas grand mal tant qu'il serait confiné à une place subalterne ?

Tout ce livre vise à répondre à cette objection. Cette évolution, si elle devait se dérouler jusqu'à son terme, serait fatale pour l'avenir de l'économie, l'avenir de la politique et l'avenir de nos sociétés, pour ne pas dire de notre civilisation.

Les sociétés modernes ont abattu toutes les barrières traditionnelles, faites d'interdits, de rites et de

INTRODUCTION

représentations symboliques qui tenaient la violence des hommes en échec. Elles ont, de ce fait, libéré des forces de création mais aussi de destructions inouïes, qui transforment la planète en une seule Terre, tout en menaçant de la réduire en cendres radioactives.

L'économie s'est peu à peu émancipée du sacré. Un temps contenue par le religieux, puis par le politique, elle est aujourd'hui devenue notre religieux et notre politique : elle souffre d'avoir perdu toute extériorité. Elle ne peut plus alors fixer un avenir, ni nous permettre d'habiter un monde : elle est devenue notre avenir et notre monde. Telle est l'*économystification* qui paralyse nos sociétés, en faisant de nos politiques les estafiers de l'économie.

Cette économie, que plus rien ne contient désormais, est en train de s'emballer. Et ceux qui reprochaient jadis au marché de s'autoréguler lui reprochent aujourd'hui de ne plus pouvoir le faire. « Sortir du capitalisme » est le mot d'ordre d'une gauche qui n'en voit que les méfaits, surtout depuis qu'il est seul en scène. Mais pour aller où ? Peut-être le regretterons-nous un jour, ce capitalisme honni. C'est moins du capitalisme que de l'économystification du politique qu'il faudrait sortir, en inventant par là même une nouvelle forme de raison économique.

Plusieurs styles étaient possibles pour développer ces idées. J'ai choisi celui d'un genre que j'invente peut-être : le pamphlet conceptuel. Pamphlet, car il faut se battre par tous les moyens, y compris la dérision, contre l'incroyable réduction qu'opère la pensée économique dans la façon dont elle traite les affaires humaines. Conceptuel, car je suis convaincu que la

domination qu'exerce l'économie sur nos vies instille un poison jusqu'au plus profond de nos catégories de pensée. Si un changement de civilisation est possible, la révolution qui y conduira sera d'abord métaphysique.

C'est sur la question du temps que j'ai choisi d'axer ma réflexion et singulièrement sur le rapport à l'avenir. L'économie, si elle n'a pas inventé un nouveau rapport à l'avenir, lui a du moins donné une ampleur inédite. « L'avenir de l'économie », c'est cela que signifie d'abord le titre de ce livre : le type de rapport au futur que l'économie nourrit et qui lui permet de mieux accroître son emprise. Sous certaines conditions qui font intervenir le politique, mieux, qui font véritablement de l'économie une économie politique, l'économie « ouvre » l'avenir, au sens où les hommes s'engagent sur son chemin avec confiance et détermination. Or c'est ce rapport qui est en crise aujourd'hui. De là vient que l'économie est hantée par le spectre de sa fin possible. C'est le second sens du titre, le sens ordinaire : l'économie telle que nous la connaissons n'a peut-être pas d'avenir.

Je développe l'argument en quatre parties.

1) La désacralisation du monde qui est le destin des temps modernes et la rationalisation qui en résulte se sont accompagnées d'une nouvelle définition du mal. Pour comprendre l'essor concomitant de l'économie, il faut montrer qu'elle occupe la place laissée vacante par le retrait du sacré en ce que, comme lui avant elle, elle *contient* la violence dans les deux sens du mot : elle fait barrage à la violence

INTRODUCTION

par des moyens violents. C'est ce mécanisme d'auto-extériorisation par lequel une « bonne » violence se met en extériorité par rapport à une « mauvaise » violence qui nous permet de comprendre pourquoi des penseurs comme Montesquieu firent confiance au commerce, seul à même de sortir l'Europe du bain de sang. Seuls les borgnes qui ne voient que la violence de l'économie peuvent se réjouir de sa dissolution sans autre forme de procès. Nous prenons aujourd'hui conscience que la mauvaise violence et la bonne sont en fin de compte la même violence. Cette lucidité a un prix, elle détruit à coup sûr l'édifice. Et nous ne savons pas quoi mettre à sa place.

2) Pour que la violence se contienne elle-même, il faut donc une mise en extériorité de soi par rapport à soi que la tradition philosophique désigne par le terme d'autotranscendance. Je montre que cette figure est bien celle qui sous-tend ce qu'on appelle la capacité auto-organisatrice des marchés, et non celle, purement immanente, que les économistes nomment « équilibre ». L'autotranscendance des prix de marché est le premier exemple que je considère et, déjà, l'insuffisance des fondements métaphysiques de la théorie économique apparaît criante. Mais c'est la production d'un avenir par un mécanisme d'autotranscendance qui constitue l'essentiel de ma réflexion. L'économie fonctionne en se projetant vers un avenir qui n'existe pas encore mais qu'elle fait exister en se laissant tracter par lui dans le moment même où elle l'autoréalise. Ce paradoxe appartient à la catégorie des paradoxes du *bootstrapping*, dont les exploits (imaginaires !) du baron de Münchhausen donnent une illustration plaisante et saisissante.

Familier, même s'ils n'en ont pas conscience, de tous ceux qui utilisent un ordinateur – ce qui prouve qu'il est réductible à un mécanisme –, ce paradoxe illustre la possibilité pour un système complexe de s'amorcer à partir d'un état initial non défini et même non déterminé. L'état initial, ici, c'est l'avenir. Voilà comment l'avenir advient au marché.

Un cas particulier d'autotranscendance de l'avenir retient mon attention. C'est le cas où tous les agents coordonnent leurs actions autour d'une même image autotranscendante du futur. Ce cas possède des propriétés remarquables puisqu'il résout le problème autrement insoluble, sauf à en appeler à un *deus ex machina* nommé « Éthique », de la confiance et de l'ouverture indéfinie de l'avenir sans laquelle le capitalisme ne saurait fonctionner. En d'autres termes, c'est ainsi que l'économie devient morale et politique. Cela ne veut aucunement dire qu'elle prend la place du politique. Tout au contraire, elle doit s'articuler à un domaine séparé et même transcendant par rapport à elle, qui est le domaine politique proprement dit. C'est la capacité d'autodépassement, d'autotranscendance de celui-ci qui fournit à l'économie les ressources dont elle a un besoin vital. Lorsque l'économie, pour laquelle tout a un prix, « achète » le politique, au sens où elle le corrompt, mais aussi où elle le rabaisse à son niveau en monnayant son concours, elle lui fait perdre sa transcendance et elle se condamne elle-même dans le moment même où elle condamne le politique.

3) J'explore dans la troisième partie une hypothèse hardie mais qui possède des fondements solides. L'incroyable irrationalité des marchés, cette folie qui

INTRODUCTION

se manifeste par la formation de bulles d'une ampleur inouïe suivie de krachs incroyablement dévastateurs, serait due au catastrophisme foncier et sans doute inconscient des principaux agents du capitalisme mondialisé. Eux-mêmes ne croient plus en la possibilité d'un avenir. Les mécanismes de l'autotranscendance sont, peut-être irréversiblement, grippés. Après d'autres institutions majeures issues du sacré, l'économie est en train de perdre sa capacité de contenir la violence au sens de lui faire barrage. Tel serait le ressort de la crise. La fin de l'économie dans son incarnation capitaliste est l'illustration extrême des catastrophes dont l'advenue est certaine mais la date inconnue. Au plan personnel, le cas paradigmatique est celui de la mort propre. Rien de ce qui est humain n'échappe aux prétentions hégémoniques de la pensée économique et la mort pas moins que d'autres sujets. La pauvreté conceptuelle, et simplement humaine, de ce que l'économie a à dire sur la question augure mal de sa capacité à faire face à un autre décès : le sien.

4) Je reviens dans la quatrième et dernière partie sur les conditions de possibilité métaphysiques de cette coordination par l'avenir qui permet à l'économie de prendre part à la solution du problème politique, à condition d'être adossée à la transcendance du domaine politique proprement dit. L'exposé de ces conditions m'amène à revisiter deux paradoxes toujours ouverts, c'est-à-dire non résolus : un paradoxe d'anthropologie historique et religieuse, celui associé au nom de Max Weber sur le rapport d'affinité entre l'essor de l'esprit capitaliste et la doctrine calviniste de la prédestination, ou du moins ce qu'en

ont retenu les puritains de la Nouvelle-Angleterre ; et un célèbre paradoxe de type logique et métaphysique associé au nom d'un certain William Newcomb. Je montre que ces deux paradoxes n'en font qu'un et j'en propose une solution inédite. Les conditions permettant à l'économie de se dépasser elle-même pour se faire discipline politique et morale apparaissent à la lumière de cette solution comme à la fois exorbitantes et banales. Exorbitantes, car elles amènent à rejeter les axiomes les plus chers aux économistes concernant ce qu'ils nomment la rationalité. Banales, car, tous autant que nous sommes, nous violons ces axiomes dans les grands choix de notre vie et c'est cela même qui nous permet de faire société. En ce sens, nous sommes tous des puritains calvinistes.

Je montre enfin que les conditions de possibilité en question sont aussi celles qui facilitent le glissement de la citoyenneté en direction de son contraire, une société d'individus réfugiés chacun dans le monde privé de la consommation. Telle est l'ambivalence de l'économie dans son rapport au problème du mal. Tout est une question de foi et de mauvaise foi. À la foi des calvinistes répond en écho la mauvaise foi du consommateur érigé par la théorie économique en consommateur « souverain ». En ce sens, nous sommes tous des *étrangers* les uns pour les autres, dans l'acception que Camus donna à ce terme. Nous croyons et nous ne croyons pas pouvoir vivre indépendamment des autres, tant nous avons besoin d'eux pour qu'ils soient bien convaincus que nous n'avons pas besoin d'eux. En définitive, l'individualisme de la femme ou de l'homme économique

N° d'édition : L.01EHBN000410.N001
Dépôt légal : février 2012